

« Les travailleurs du site de l'aéroport de Liège se mobilisent »



Ce lundi 11 décembre, les travailleurs du site de l'aéroport de Liège se sont mobilisés et sont allés à la rencontre des Ministres Ecolo, remarqués par leur absence et Willy Borsus (MR) à Namur.

L'occasion de rappeler que la mise en œuvre du nouveau permis mènerait à la suppression de 5.000 emplois directs.

Les Métallos de la FGTB rappellent que l'aéroport de Liège est un élément important du tissu industriel « fort et durable » dans notre Région. Les métiers de Bierset, par certains aspects, peuvent être considérés comme essentiels à la vie sociale. On l'a vu au travers de l'acheminement des vaccins ou des masques, on le voit au travers de l'acheminement d'organes ou de substances vivantes à usage médical. L'infrastructure et les compétences humaines nécessaires à ce qui est souvent un exploit technologique ne peuvent pas être dupliquées à l'infini sur plusieurs aéroports. Dans plusieurs domaines essentiels, les aéroports wallons disposent du know-how nécessaire, mais si tout développement futur est impossible alors que les besoins s'accroîtront (et que, sans doute, les crises se multiplieront), les opérateurs choisiront un point de chute ailleurs.

Pour les Métallos de la FGTB, la problématique des aéroports illustre la difficulté de la mise en place d'une politique industrielle ambitieuse. Les travailleurs n'oublient pas les questions environnementales. Ils ont souvent été à la tête de combats demandant la réduction des nuisances et pollutions dont ils sont, il ne faut pas l'oublier, les premières victimes.

Les schémas de développements économiques futurs doivent intégrer les considérations environnementales, mais aussi les questions d'emploi. Les Métallos de la FGTB déplorent que certains partis soient totalement indifférents à cet élément.

Il en va ainsi d'Ecolo qui, dans ce dossier comme dans une multitude d'autres, considère que les principes qu'il défend sont prioritaires par rapport à des considérations comme le maintien d'emplois stables, existants et non chimériques.

Ces emplois sont la condition de notre dignité et la garantie d'une société qui serait plus harmonieuse.

Nouveau rendez-vous le 12 janvier, date à laquelle les travailleurs interpellent le gouvernement wallon.